

Libération

Irak: Chirac change de cap

L'Élysée, qui se veut «pragmatique», ne parle plus d'«illégalité» pour qualifier le conflit et s'emploie à retisser le lien transatlantique. Pages 2 à 7

L'Europe à 25 en Grèce

Les vingt-cinq États européens ont mis de côté leurs divergences sur l'Irak pour signer les traités d'adhésion, effective en 2004, de dix nouveaux pays, hier à Athènes. Pages 14 et 15



Retraites: gare à la casse libérale

Une soixantaine de députés de la majorité dénoncent la réforme de François Fillon, qu'ils jugent «asexuée» et «inféconde», au moment où le gouvernement présente son texte aux syndicats. Pages 17 et 18

Livres Hors de Combet

Rencontre avec Claude Louis-Combet, l'un des derniers écrivains de l'imaginaire et du fantasme débridé. Et l'actualité littéraire de la semaine dans le cahier central.



Identification du virus de la pneumopathie

L'Organisation mondiale de la santé a confirmé l'origine du Sras. Pages 8 à 11

Des passants dans les rues de Hongkong, mardi.

IMPRIMÉ EN FRANCE / PRINTED IN FRANCE Antilles, Réunion-Guyane 1,60 Eur., Allemagne 1,80 Eur., Autriche 2,30 Eur., Belgique 1,20 Eur., Cameroun 1100 CFA, Canada \$ 3,25, Côte d'Ivoire 1100 CFA, Danemark 16 Kr, Espagne 1,70 Eur., Finlande 2,30 Eur., Gabon 1100 CFA, Grande-Bretagne 1,20 £, Grèce 1,70 Eur., Irlande 2,0 Eur., Israël 12 Nis, Italie 1,70 Eur., Luxembourg 1,20 Eur., Maroc 12 Dh, Norvège 22 Kr, Pays Bas 1,80 Eur., Portugal Cont 1,70 Eur., Sénégal 1100 CFA, Suède 22 Kr, Suisse 2,5 F, USA \$ 3,...

DEUXIÈME ÉDITION NUMÉRO 6820

Les chefs d'Etat et de gouvernement réunis à Athènes

Le «camp de la paix» veut s'associer à l'après

Dans la perspective de la reconstruction, Français et Allemands ménagent désormais les Etats-Unis.

SOMMAIRE

• **Les ayatollahs de Najaf divisés**

Épargné par les pillages, ce berceau du chiisme est le théâtre d'affrontements entre religieux, qui ont toujours tenu la ville.

Page 4

• **A Bagdad, Chalabi installe ses hommes**

Deux proches du protégé des Américains se sont proclamés hier maire de la capitale et chef du gouvernement, avec, disent-ils, l'accord de la coalition.

Page 6

• **Dans le berceau de Saddam, à Awja**

Près de Takrit, dans le village natal de Saddam Hussein ravagé par les bombardements, certains semblent regretter le raïs.

Page 5

• **Terrorisme: un bien vieux poisson attrapé**

Le Palestinien Abou Abbas, arrêté lundi soir, à grand renfort de publicité, ne semble plus être une menace réelle depuis longtemps.

Page 6

• **Armes chimiques: le témoignage d'un ex-responsable irakien**

Khaled Francis, un ingénieur qui a travaillé sur les programmes non conventionnels pour l'armée irakienne, dans les années 80, pense que la production d'armes chimiques aurait cessé depuis 1991.

Page 7

• **L'actualité continue sur liberation.com**

Photos, vidéos, cartes, analyses, interviews et «chats» avec la rédaction de «Libération».

Athènes envoyé spécial

L'heure est à la paix des braves. Il n'est plus question, ni pour la France, ni pour l'Allemagne, d'entretenir l'affrontement avec les Etats-Unis sur l'après-guerre. Echaudé par sa défaite diplomatique, le «camp de la paix» n'a aucune envie de voir se répéter le scénario qui a amené les Américains – et leurs alliés – à se passer des Nations unies pour chasser Saddam Hussein.

Hier, à Athènes, à l'occasion de la signature des traités d'adhésion de dix nouveaux Etats membres (lire page 14), Chirac a officialisé le nouveau cours de la diplomatie française: «Je comprends les problèmes auxquels sont confrontés les forces sur le terrain, et la sécurisation doit revenir aux belligérants et à eux seuls. Mais il y a toute sorte d'autres problèmes qu'il faudra régler dossier par dossier.» Or, a poursuivi le Président, «l'ONU est la seule institution où l'on trouve à la fois la compétence et la légitimité pour une sortie de crise. Par exemple, si on décide de faire appel à la Banque mon-



Réconciliation? Tony Blair et Jacques Chirac, hier à Athènes.

diale, au FMI ou à l'Union européenne, ils ne pourront agir qu'à la requête des Nations unies». Le chancelier Schröder a surenchéri: «La paix et l'ordre, c'est l'affaire des alliés. La reconstruction et le règlement politique doivent se faire avec l'ONU.» Allemands et Français sont persuadés que, face aux difficultés pratiques et politiques, la coalition va vite crier grâce et faire appel aux organisations internationales. «Illégitimité». La France ne veut désormais plus se battre sur des «questions de principes, comme le confie un diploma-

te. Il faut être pragmatique, avancer pas à pas». Paris n'exige plus, en préalable, que le rôle de l'ONU soit défini avec précision. Rôle «central», comme elle l'a longtemps demandé, rôle «vital», comme Bush l'a concédé, ça n'a plus d'importance: «L'ONU doit avoir un rôle, un rôle central ou appelez ça comme vous le voulez», a tranché Chirac. Tout le discours sur «l'illégalité» de l'intervention et sur le risque de la «légitimer» après coup a disparu. La France semble décidée à retisser un lien transatlantique qui a beaucoup souffert de la

crise. Cela étant, il est clair que le «camp de la paix» refusera une aide qui n'aurait pas reçu l'onction de l'ONU.

Cette bonne volonté affichée de tourner la page de l'affrontement transatlantique sera-t-elle suffisante pour parvenir à un accord entre les 25 Etats membres (et futurs membres) de l'Union? Et, surtout, à un accord susceptible de résister aux tangages, ce qui n'a pas été le cas depuis le début de la crise. Manifestement, l'exercice n'est pas si simple. Car il faut aussi se mettre d'accord sur le rôle de l'ONU sans que cela apparaisse comme un diktat adressé à Washington. La moindre maladresse doit être évitée, chacun en a conscience.

Kofi Annan, le secrétaire général de l'ONU, a d'ailleurs fait le voyage d'Athènes et a multiplié les rencontres bilatérales. Un premier projet a été préparé par les quatre pays membres du Conseil de sécurité (Allemagne, France, Grande-Bretagne, Espagne). Il ne devrait être adopté, au mieux, qu'aujourd'hui, en marge de la réunion de la «conférence euro-

Les Etats-Unis demandent la levée des sanctions

Washington veut voir la gestion du pétrole échapper aux Nations unies.

New York de notre correspondant

Le discours de George W. Bush dans le Missouri devait être principalement consacré à l'économie américaine. Mais hier, en début d'après-midi, à la surprise générale, Bush a appelé les Nations unies à la levée des sanctions contre l'Irak. «Maintenant que l'Irak a été libéré, les Nations unies devraient lever leurs sanctions contre ce pays», a déclaré Bush. Un porte-parole de la Maison Blanche, Scott McClellan, a indiqué que les Etats-Unis allaient «dans un avenir proche» proposer une résolution au Conseil de sécurité des Nations unies demandant la fin du programme «pétrole contre nourriture», pour permettre à l'Irak de vendre librement son pétrole sur le marché mondial.

Suspendu. La nouvelle en a donc étonné quelques-uns à l'ONU. Jusqu'à l'offensive du 19 mars, l'Amérique était en effet le principal avocat des sanctions imposées à Bagdad après son invasion du Koweït en 1990. Washington avait même

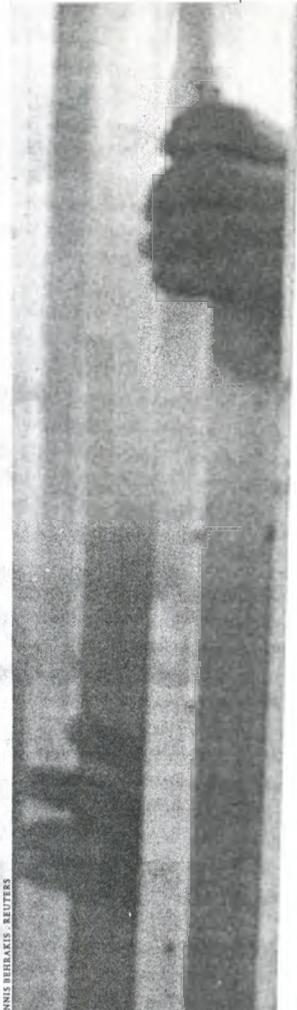
refusé d'envisager la levée de l'embargo en cas de coopération satisfaisante de Saddam Hussein sur le dossier des armes de destruction massive. Cette fois, les Etats-Unis se placent directement dans l'après-guerre et posent le problème de la future gestion du pétrole irakien.

Depuis 1996, en effet, dans le cadre du programme «pétrole contre nourriture» géré par les Nations unies, l'Irak n'a le droit d'exporter qu'une certaine quantité de son pétrole et se doit d'utiliser les revenus de ses ventes pour acheter des biens de première nécessité à destination de la population civile. Suspendu dans les premiers jours de la guerre, ce programme a ensuite été reconduit jusqu'au 12 mai par le Conseil de sécurité. En appelant à la levée des sanctions, Bush indique clairement qu'il considère le programme onusien obsolète et qu'il aimerait voir la gestion du pétrole échapper au contrôle des Nations unies. L'une des idées américaines est notamment de mettre en place

une «autorité pétrolière», dirigée par des Américains et des Irakiens, qui déciderait de l'allocation des futurs contrats. Un projet qui devrait provoquer de vifs débats à New York.

Forcing. La France et la Russie, deux des nations qui ont rejeté la guerre, ont déjà fait savoir qu'elles seraient opposées à ce que Washington gère directement les intérêts pétroliers irakiens. La France souhaite voir le programme «pétrole contre nourriture» prolongé de quelques mois en attendant que la situation en Irak soit «sécurisée». Dans les jours qui viennent, le Conseil de sécurité devrait tenter de rédiger une résolution cadrant la reconstruction et la gestion du pétrole en Irak. Washington devrait désormais faire le forcing pour imposer des discussions plus larges que le programme «pétrole contre nourriture», afin de légitimer les activités du Bureau de reconstruction et d'assistance humanitaire, dirigé par l'ancien général Jay Garner ●

FABRICE ROUSSELOT



Distribution d'eau. Un

péenne (qui réunit l'ensemble du continent européen). Les Allemands estiment même qu'il serait plus raisonnable d'attendre début mai, que la situation sur le terrain se soit clarifiée.

«Barbares». Chirac a aussi annoncé que la Commission européenne allait prendre langue avec les «autorités d'occupation» afin de mettre en place un «pont aérien» vers Bagdad. Il faut «ramener dans les hôpitaux (européens, ndr) les blessés, et notamment les enfants, qui ne peuvent être traités convenablement sur place, a expliqué le chef de l'Etat. Tony Blair, à qui j'en ai parlé, est favorable à cette initiative».

Sans doute épuisé par tant d'efforts pour tourner une page diplomatique tourmentée, le Président a laissé éclater sa colère à l'égard des «pillards» des musées de Bagdad et de Mossoul, un «désastre culturel» qu'il a qualifié de «crime contre l'humanité»: «Les barbares sont passés» dans le «berceau de l'histoire de la civilisation humaine». Il n'a pas précisé qui étaient les barbares: les pillards ou ceux qui ont laissé piller? ●

JEAN QUATREMEIN